

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG174/1  
27 juillet 2004

(04-3239)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ARMÉNIE ET LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 17 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Arménie.

### ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

*Le gouvernement de la République d'Arménie et le gouvernement de la Fédération de Russie, ci-après dénommés les parties contractantes,*

*Guidés par les dispositions de l'Accord sur l'amitié, la collaboration et la sécurité mutuelle entre la République d'Arménie et la Fédération de Russie, signé le 26 décembre 1991,*

*Tenant compte de l'Accord multilatéral sur la coopération dans le domaine des activités commerciales extérieures en date du 15 mai 1992,*

*Tenant compte de l'Accord multilatéral sur la coordination des travaux relatifs aux questions du contrôle des exportations de matières premières, d'équipements, de technologies et de services pouvant servir à la fabrication d'armes de destruction massive et de missiles servant à leur lancement, en date du 26 juin 1992,*

*S'efforçant d'œuvrer au développement de la coopération commerciale et économique entre la République d'Arménie et la Fédération de Russie sur la base de l'égalité et des avantages réciproques,*

*Se basant sur le droit souverain de chaque partie contractante de mener une politique économique extérieure indépendante et d'assurer l'exécution de ses obligations internationales à cet égard,*

*Ayant pour objectif de promouvoir leurs activités économiques, d'assurer le plein emploi, la croissance de la productivité et l'exploitation rationnelle des ressources,*

*Ayant l'intention de faciliter la création d'un marché unique des marchandises, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre,*

*SONT CONVENUS de ce qui suit:*

### *Article premier*

1. Les parties contractantes n'appliquent ni droits de douane, ni taxes ou prélèvements d'effet équivalent à l'exportation et/ou à l'importation de marchandises en provenance du territoire douanier de l'une des parties contractantes et destinées au territoire douanier de l'autre partie contractante.

Les cas particuliers concernant l'application de ce régime commercial entre les deux pays à des produits sur la base de la nomenclature convenue seront formalisés par des documents annuels, lesquels feront partie intégrante du présent accord.

2. Aux fins du présent accord et tant que celui-ci restera en vigueur, on entend par marchandises originaires du territoire d'un pays contractant:

- a) les marchandises entièrement produites sur le territoire de la partie contractante;
- b) les marchandises ouvrées sur le territoire d'une partie contractante à partir de matières premières et de pièces provenant de pays tiers, si cette ouvraison entraîne un changement de classement selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, au moins au niveau des quatre premiers chiffres;
- c) les marchandises fabriquées à partir de matières premières et de pièces mentionnées à l'alinéa b), à condition que leur coût total ne dépasse pas un certain pourcentage du prix d'exportation des marchandises mises sur le marché.

Les règles détaillées relatives à l'établissement de l'origine des marchandises sont coordonnées par les parties contractantes et consignées dans un document qui fait partie intégrante du présent accord.

### *Article 2*

#### Chaque Partie s'engage à ne pas:

- frapper directement ou indirectement les marchandises relevant du présent accord, de taxes ou de prélèvements internes dépassant les taxes ou prélèvements frappant les marchandises similaires de production nationale ou en provenance de pays tiers;
- appliquer aux marchandises relevant du présent accord des restrictions ou des prescriptions spéciales plus contraignantes que les restrictions ou les prescriptions appliquées, dans des circonstances similaires, aux marchandises similaires de production nationale ou aux marchandises en provenance de pays tiers;
- en ce qui concerne l'entreposage, le transbordement, le stockage et le transport de marchandises en provenance du territoire de l'autre partie contractante et en ce qui concerne les paiements et les transferts de fonds, appliquer des règles autres que celles qui s'appliquent dans des situations similaires à ses propres marchandises ou à des marchandises en provenance de pays tiers.

### *Article 3*

1. Les parties contractantes s'abstiennent d'introduire des restrictions quantitatives à l'exportation et/ou l'importation de marchandises dans le cadre du présent accord.

2. Les restrictions quantitatives visées au paragraphe 1 du présent article peuvent être établies unilatéralement pour une durée strictement déterminée, uniquement en cas d'important déficit de la balance des paiements – jusqu'à ce que la balance des paiements soit stabilisée, aux fins de l'application des mesures prévues à l'article 4 du présent accord.

3. Les restrictions quantitatives visées au paragraphe 1 du présent article peuvent être établies également par accord mutuel des parties et figurent dans les protocoles annuels mentionnés au paragraphe 1 de l'article premier du présent accord.

4. Une partie contractante qui applique des restrictions quantitatives au titre du paragraphe 2 du présent article fournit, à la demande de l'autre partie contractante, les renseignements nécessaires sur les motifs de cette mesure, ainsi que les modalités et la durée prévue desdites restrictions.

5. Les parties contractantes s'efforcent de régler toutes les questions liées à l'application de restrictions quantitatives au titre du paragraphe 2 du présent article au moyen de consultations.

#### *Article 4*

Aucune des deux parties contractantes n'autorise la réexportation de marchandises à l'égard desquelles l'autre partie contractante dont proviennent ces marchandises applique des mesures de réglementation tarifaire ou non tarifaire à l'exportation.

La réexportation de telles marchandises vers des pays tiers est possible uniquement avec le consentement écrit de l'organisme public compétent du pays d'origine desdites marchandises et selon les conditions qu'il détermine. En cas de non-respect de cette disposition, la partie contractante dont les intérêts ont été lésés a le droit d'introduire unilatéralement des mesures de réglementation des exportations de marchandises vers le territoire de l'État qui a procédé à une réexportation non autorisée. En outre, ce dernier s'engage à rembourser le montant total du produit de ladite réexportation au pays d'origine des marchandises concernées.

On entend par réexportation l'exportation d'un produit originaire de l'une des parties contractantes, au sens du paragraphe 2 de l'article premier du présent accord, par l'autre partie contractante, à destination d'un pays tiers.

#### *Article 5*

Les parties contractantes échangent à intervalles réguliers des informations sur les questions douanières, y compris les statistiques douanières. Les organismes compétents des parties contractantes mettent au point les modalités de cet échange d'informations.

#### *Article 6*

Les parties contractantes s'informent mutuellement de toute dérogation unilatérale aux droits de douane en vigueur.

#### *Article 7*

Les parties contractantes reconnaissent l'incompatibilité des pratiques commerciales déloyales avec les objectifs du présent accord et sont tenues de ne pas autoriser et d'éliminer les méthodes ci-après:

- les ententes entre entreprises, les décisions prises par des groupements d'entreprises et les pratiques commerciales générales visant à empêcher ou à restreindre la concurrence, ou qui perturbent l'environnement concurrentiel sur le territoire des parties contractantes;
- toute action grâce à laquelle une ou plusieurs entreprises utilisent leur position dominante pour limiter la concurrence sur l'ensemble ou sur une grande partie du territoire des parties contractantes.

#### *Article 8*

Aux fins de l'application des mesures de réglementation tarifaire et non tarifaire dans le cadre de leurs relations économiques bilatérales, de l'échange de renseignements statistiques et de l'exécution des procédures douanières, les parties contractantes utilisent la Nomenclature unifiée à neuf chiffres des marchandises visées par les activités économiques extérieures, fondée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et sur la Nomenclature tarifaire et statistique combinée de la CEE. Pour leurs propres besoins, elles peuvent développer cette nomenclature au-delà des neuf chiffres si nécessaire.

L'introduction de l'original de référence de la Nomenclature des marchandises se fait par l'intermédiaire des représentations de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales compétentes jusqu'à ce que la République d'Arménie annonce son introduction indépendante dudit original.

#### *Article 9*

Les parties contractantes n'accordent aucune aide publique sous forme de subventions aux entreprises ou sous toute autre forme si cette aide publique a pour effet de fausser les conditions économiques normales sur le territoire de l'autre partie contractante.

#### *Article 10*

Les parties contractantes conviennent que le respect du principe de la liberté de transit constitue la principale condition à satisfaire pour atteindre les objectifs du présent accord et un élément essentiel de leur intégration au système de division du travail et de coopération internationales.

Sur cette base, chaque partie contractante garantit la liberté de transit, sur son territoire, des marchandises en provenance du territoire douanier de l'autre partie contractante ou de pays tiers et destinées au territoire douanier de l'autre partie ou de tout autre pays tiers, et met à la disposition des exportateurs, des importateurs ou des transporteurs tous les moyens et services disponibles et nécessaires pour assurer le transit à des conditions non moins favorables que celles qui sont accordées à leurs propres exportateurs, importateurs ou transporteurs ou à ceux de tout État tiers.

Les droits de transit applicables à tous les types de transport, y compris les frais de chargement et de déchargement, doivent être justifiés sur le plan économique et ne pas dépasser le montant normal des dépenses de fonctionnement, y compris un bénéfice raisonnable. Les parties contractantes ne demandent pas que le paiement des frais d'entreposage, de transbordement, de stockage et de transport de marchandises soit effectué dans la monnaie d'un pays tiers.

Les parties contractantes concluront un accord spécial sur le transit.

### *Article 11*

Les parties contractantes ont le droit de prendre les mesures qu'elles jugent nécessaires pour protéger leurs intérêts vitaux ou qui sont de toute évidence nécessaires à l'exécution d'accords internationaux dont elles sont ou ont l'intention de devenir signataires, si lesdites mesures concernent:

- des informations ayant des incidences sur les intérêts de la défense nationale;
- le commerce d'armes, de munitions et de matériel militaire;
- la recherche ou la production ayant trait aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire;
- la défense de la moralité publique et de l'ordre public;
- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle;
- l'or, l'argent, les métaux ou pierres précieuses;
- la protection de la vie des personnes et des animaux et la préservation des végétaux.

### *Article 12*

Afin de suivre une politique coordonnée en matière de contrôle des exportations vis à vis des pays tiers pour les marchandises et les services figurant dans les listes communes, les parties contractantes instituent un Conseil de coordination entre États du contrôle des exportations constitué des dirigeants des organes nationaux de contrôle des exportations et de leur personnel de soutien. Les fonctions du Conseil de coordination entre États comportent l'approbation des répertoires communs de marchandises et de services, l'examen des affaires portant sur le non-respect des prescriptions en matière de contrôle des exportations, ainsi que l'élaboration de propositions visant à introduire ou annuler des sanctions.

### *Article 13*

Les dispositions du présent accord remplacent les dispositions des accords conclus antérieurement par les parties contractantes dans la mesure où elles sont soit incompatibles, soit identiques. Les parties contractantes chargent leurs autorités compétentes d'élaborer un protocole approprié à cet égard.

### *Article 14*

Le présent accord n'affecte pas les accords conclus antérieurement par les parties contractantes avec des pays tiers.

### *Article 15*

Rien dans le présent accord n'empêche l'une ou l'autre des parties contractantes d'établir avec des pays qui ne sont pas parties au présent accord et avec leurs associations et organisations internationales des relations qui ne sont pas contraires aux objectifs ou aux dispositions du présent accord.

#### *Article 16*

Les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent accord sont réglés par voie de négociation.

Les parties contractantes s'efforcent d'éviter toute situation de conflit dans le cadre de leurs échanges réciproques.

Les parties contractantes décident que toute contestation ou tout différend qui surviendrait entre entités économiques des deux pays portant suite à l'interprétation ou à l'exécution de contrats commerciaux ou de transactions commerciales qui ne pourrait être réglé(e) à l'amiable par voie de consultation ou de négociation, sauf disposition contraire, relève de la compétence exclusive des tribunaux d'arbitrage (permanents ou *ad hoc*) établis sur le territoire des parties contractantes ou sur le territoire d'États tiers choisis par les parties ayant signé le contrat.

Les parties ayant signé le contrat peuvent également décider du droit substantiel, des normes et des procédures régissant une affaire, ainsi que du lieu où celle-ci sera tranchée.

Chaque partie assure sur son territoire des moyens efficaces pour la reconnaissance et l'exécution des décisions d'arbitrage.

#### *Article 17*

Pour concrétiser les objectifs du présent accord et formuler des recommandations visant à améliorer les échanges et la coopération économique entre les deux pays, les parties contractantes conviennent d'établir une commission mixte russo-arménienne.

#### *Article 18*

Les parties contractantes sont convenues que la République d'Arménie peut établir sa représentation commerciale dans la Fédération de Russie, et que celle-ci peut établir sa représentation commerciale en République d'Arménie. Le statut juridique de ces représentations commerciales, ainsi que leurs fonctions et leur lieu d'implantation font l'objet d'un accord distinct entre les parties contractantes.

#### *Article 19*

Tout État peut adhérer au présent accord selon les modalités convenues entre cet État et les parties contractantes.

#### *Article 20*

Le protocole relatif aux dérogations au régime de libre-échange que les parties au présent accord doivent signer dans un délai d'un mois à compter de la date de signature de l'accord forme partie intégrante de celui-ci.

#### *Article 21*

Le présent accord entrera en vigueur dès l'échange par les parties contractantes des avis indiquant que les procédures internes nécessaires ont été achevées.

Le présent accord deviendra caduc à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de la notification écrite de l'une des parties contractantes le dénonçant.

Après son expiration, le présent accord s'appliquera aux contrats entre entreprises et organisations des deux pays conclus mais non exécutés durant la période de validité de l'accord.

Fait dans la ville d'Erevan, le 30 septembre 1992, en deux versions originales, en arménien et en russe, les deux textes faisant également foi.

L'accord est entré en vigueur le 25 mars 1993.

---